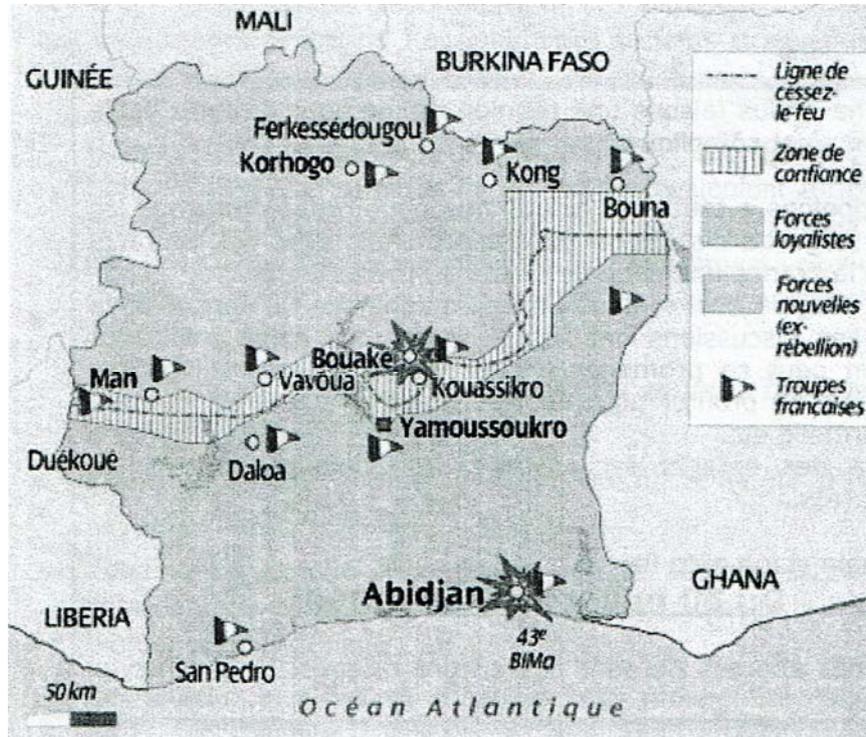




Côte d'Ivoire

Quelques repères pour comprendre



Ceci n'est pas une brochure ; simplement un recueil de quelques éléments pour mieux comprendre ce qui se passe en Côte d'Ivoire et pour être plus apte à répondre aux interrogations que nous ou nos connaissances pouvons avoir.

On y trouvera :

- L'état des intérêts français dans le pays. Edifiant
- Un bref historique des évolutions politiques depuis la mort de Houphouët Boigny
- Quelques questions et réponses, parmi celles qu'on entend le plus autour de nous
- Et la reprise d'un article paru l'an dernier dans « Partisan » pour mieux comprendre les affrontements pétroliers entre la France et les USA dans la région, accompagné d'un article de mise à jour de septembre 2021.

Les intérêts français en Côte d'Ivoire

Globalement les capitaux français représentent **un tiers** des investissements du pays, et 68% des investissements directs étrangers en Côte d'Ivoire. C'est la première zone d'investissements de la France en Afrique.

Il y a **d'abord les grands monopoles**, présents depuis longtemps et qui se sont taillés la part du lion lors des privatisations au début des années 1990 (pour mémoire, Alassane Ouattara était alors Premier Ministre de Houphouët Boigny...). On dénombre 240 filiales françaises de grands groupes, qui emploient plus de 60 000 personnes, le plus souvent ivoiriennes ou immigrées (Mali, Burkina). La part des expatriés de France a considérablement chuté et est limitée aux cadres responsables de ces entreprises. On notera que ces groupes contrôlent l'ensemble des secteurs stratégiques de l'économie du pays : énergie, transports, communication, finances.

- Bouygues, via sa filiale la SAUR, fournit l'eau (SODECI) et l'électricité (CIE) au pays. Le groupe est également fortement présent dans la recherche pétrolière (Bouygues Offshore) et gère un des nouveaux gisements gaziers récemment découvert (Foxtrot), et bien entendu omniprésent dans les grands travaux d'infrastructure.
- A côté de ce géant, les groupes Colas et Jean Lefebvre se partagent le marché du BTP.
- France Télécom contrôle le téléphone filaire (Côte d'Ivoire Télécom) et mobile (Orange)
- TotalFinaElf couvre le territoire de ses stations-service et possède 38% du marché des hydrocarbures, 25% de la Société Ivoirienne de Raffinage
- Le secteur bancaire et financier est monopolisé par les entreprises françaises : Société Générale, BNP, Crédit Lyonnais, Axa...
- Le groupe Bolloré (8000 employés, une centaine d'expatriés) contrôle le port d'Abidjan, exploite la ligne de chemin de fer Abidjan-Ouagadougou, l'industrie du bois et une large partie du négoce du cacao et du café, à travers la DAFCI. Il est également très présent dans le tabac et le caoutchouc et bientôt dans le coton.
- Air France est actionnaire majoritaire de la compagnie régionale Air Ivoire
- L'agro-alimentaire est également très présent, par exemple le groupe Saupiquet (pêche), Castel (sucre).

A côté des grands groupes, **il faut ajouter plus d'un millier de PME/PMI (petites entreprises, hôtels, etc.) de droit ivoirien, contrôlés par des capitaux français**, soit plus de la moitié du secteur privé informel ivoirien, qui emploient environ 40 000 personnes. C'est dans ce secteur que l'on retrouve les petits patrons venus faire fortune dans les « colonies », en s'engraissant à bon compte sur le dos des populations locales.

Qui sont les français en Côte d'Ivoire ?

- 50 000 français au début des années 1990
- 22 000 français au début des années 2000
- 12 000 à 15 000 français aujourd'hui, dont une grosse moitié de bi-nationaux ou de conjoints installés de longue date (3500 d'entre eux touchent le RMI), quelques centaines d'expatriés des grands groupes, et le reste d'artisans ou de petits patrons venus faire fortune.

Ce ne sont donc pas tant les « Français » en tant qu'individus qui sont en cause, sauf sans doute les petits patrons à la mentalité très coloniale, mais la domination sans partage des intérêts français sur l'économie ivoirienne.



Quelques rapides repères politiques chronologiques

Décembre 1993, mort de Houphouët Boigny le « père de la patrie ». En fait, le dirigeant mis en place par la France à la décolonisation pour protéger ses intérêts. Quels que soient les lauriers qu'on essaie de lui tresser aujourd'hui (même « Notre Voie » journal de Gbagbo s'en réclame, alors qu'il a lui-même fait de la prison !!), c'est un dictateur qui étouffe toute opposition, maintient le parti unique, en s'appuyant sur la richesse économique liée au boom du café et du cacao. On peut le résumer comme **le représentant direct de l'impérialisme français en Côte d'Ivoire**. C'est également la période de **l'immigration massive**. Des cohortes de migrants (venus du Mali, du Burkina, de Guinée, du Sénégal) défrichent sauvagement les massifs forestiers du sud pour le compte des planteurs. Les étrangers représentent plus du quart des 16 millions d'habitants.

1993, intérim de Konan Bédié, président de l'Assemblée nationale. Mais la Côte d'Ivoire (comme l'ensemble des pays dominés) n'est plus en phase d'expansion économique. La crise mondiale secoue toute la planète, et les rentes du café et du cacao s'effondrent : les termes de l'échange (c'est à dire ce qu'on peut acheter avec le produit des exportations par rapport à la hausse du coût des importations) des principaux produits à l'exportation ont baissé de 50 % entre 1985 et 1993. **En 1994**, sous la pression de la France de Balladur, de la Banque Mondiale et du FMI, **le Franc CFA est dévalué de 50%**. D'un seul coup, toutes les richesses perdent la moitié de leur valeur ! L'inflation se monte à 30%. La misère se développe, le mécontentement est grandissant.

La perspective des **élections de 1995 approche, et Konan Bédié voit le pouvoir lui échapper**. D'autant qu'en juin 1994 est créé le RDR de Alassane Ouattara, ancien premier ministre de Houphouët et directeur adjoint du FMI. Un grand bourgeois, mais une grosse pointure, très populaire.

Konan Bédié développe alors **la thèse de « L'ivoirité »**, c'est à dire le retour aux valeurs des « Ivoiriens de souche », en opposition aux migrants, dont Ouattara dont la mère serait burkinabé. En ces périodes de difficultés économiques, de troubles sociaux, la thèse fait fureur. Comme avec Le Pen en France, les immigrés deviennent les boucs émissaires de la crise économique. Les premiers visés seront bien sûr les Maliens et Burkinabés. Ainsi en 1995, des Burkinabés ont été égorgés dans des plantations à Tabou, lors d'émeutes raciales. En 1997, ce sont encore des Burkinabés qui sont torturés et spoliés de leurs biens. Mais l'ivoirité s'adresse aussi à Ouattara, déclaré inéligible à l'aide d'un nouveau code électoral concocté sur mesure.

Les Présidentielles de 1995 sont boycottées activement par toute l'opposition, elles se déroulent dans la tourmente avec une dizaine de morts. Konan Bédié est élu avec 93,5% des voix.

Entre 1995 et 1999, c'est la corruption et la décadence complète d'un régime au service de Konan Bédié. Des milliards de francs CFA s'évaporent. En janvier 1997 le général Guei, qui avait refusé que l'armée s'oppose au boycott des élections de 1995 par l'opposition est révoqué. En juin 1998, révision constitutionnelle qui donne des pouvoirs considérables à Konan Bédié. La même année, une nouvelle loi foncière permet aux « Ivoiriens de souche » de prétendre reconquérir les arpents ancestraux, au détriment des populations immigrées installées depuis des années, surtout dans le Nord. Le démantèlement de la Caisse de stabilisation et de soutien des prix agricoles, sur ordre du FMI, (cela concerne surtout le café et le cacao, rappelons-le) assombrit encore l'horizon. La France impérialiste n'a rien à dire, n'en a cure, tant que les affaires continuent.

En décembre 1999, putsch du général Guei, qui dépose Konan Bédié. Son arrivée est accueillie avec bienveillance tant par la population que par les monopoles français compte tenu de la corruption et de l'incurie du gouvernement précédent. Aux nouvelles élections présidentielles de 2000, Ouattara étant toujours écarté de l'élection, Gbagbo est déclaré élu après de sombres manœuvres et manifestations de rue, contestant (à tort ou à raison) l'élection de Guei. 57 morts quand même à l'occasion dans un quartier acquis au RDR, les premiers faits d'armes de ce qui deviendra les escadrons de la mort.

Pour asseoir un pouvoir acquis difficilement et fragile, Gbagbo va alors développer son parti, le FPI, en parti populiste, construit de manière systématique dans les banlieues et les villes en reprenant à son compte toutes les thèses de l'ivoirité, parfois présentée comme manifestation d'une juste opposition à la France. Mais **c'est un parti xénophobe et fascisant** qui se construit peu à peu, sur un support nationaliste, et dont les immigrés sont les premières victimes.

En septembre 2002. Gbagbo renvoie toute une partie de l'armée sur des bases ethniques. Cela provoque une tentative de coup d'Etat militaire de Guei (soutenu par la France...) qui échoue et qui sera alors tué. **La**

« rébellion » se développe alors au plan militaire et s'étend dans tout le nord et l'ouest du pays, comme dans les quartiers d'Abidjan. Les rebelles marchent sur la capitale. **C'est l'armée française qui arrête ces troupes et empêche la chute de Gbagbo.**

Janvier 2003 accords de Marcoussis, mort-nés, qui tentent, sous l'égide de la France de trouver un équilibre impossible entre le gouvernement de Gbagbo et l'opposition.



Quelques questions et quelques réponses sur l'actualité en Côte d'ivoire

Est-ce un problème ethnique ou religieux ?

Non, bien sûr que non. De tous temps, la Côte d'ivoire a été un pays de métissage et de mélange, avec une très forte immigration africaine et européenne. Il n'y avait pas une trace de revendication ethnique ou religieuse. Le problème est avant tout politique et social, de la nature d'un pays écrasé par l'impérialisme, dont l'économie est en repli, et dont les populations subissent une domination féroce.

Les divers clans bourgeois qui se disputent le pouvoir peuvent jouer de la carte religieuse (musulmans au Nord, sectes pentecôtistes autour de Simone Gbagbo), ou ethnique (Baoulés, Bétés ou Dioulas...), le problème n'est pas du tout là quoiqu'en disent des médias rapides à nous enfumer et à compliquer ce qui est simple.

Chirac a-t-il raison de s'opposer à Gbagbo ?

Tout d'abord, il faut à nouveau en finir avec les discours des médias. **La France impérialiste, finalement se contrefiche** de Gbagbo, de Ouattara, des rebelles, des populations ivoiriennes bien entendu et même des populations françaises en Côte d'ivoire. La seule chose qui l'intéresse, ce sont **ses intérêts**, on l'a vu considérables.

Par rapport à Gbagbo, quelques faits.

- Au début de la guerre civile, Martin Bouygues a accepté de payer par anticipation des redevances annuelles de ses concessions. Un chèque inespéré de 9 milliards de francs CFA est ainsi tombé dans les caisses de l'Etat ivoirien. Une manne providentielle pour financer l'effort de guerre.
- C'est l'armée française qui a empêché les rebelles de prendre le pouvoir en septembre 2002.
- L'ambassadeur de France, Gildas Le Lidec est considéré comme un proche de Laurent Gbagbo.
- La France était au courant des plans d'attaque sur Bouaké début novembre (les services secrets français sont omniprésents dans le pays), après le réarmement du gouvernement ivoirien, et n'a rien fait pour l'empêcher, donnant ainsi une sorte d'accord tacite. Il y a d'ailleurs eu le 3 novembre un coup de fil entre Gbagbo et Chirac qui semble laisser champ libre à l'attaque.

Etc. Le fait est que le gouvernement français a avant tout joué la carte de la stabilité et du régime en place, quitte à le sermonner un peu lorsqu'il dépassait les bornes. Cela explique toute son attitude, y compris son silence total au début des pillages et des violences à Abidjan, abandonnant carrément les Français à leur sort. Il a fallu l'attaque des forces armées et les 9 soldats morts (grossière erreur de Gbagbo...) pour qu'elle décide d'en finir avec l'anarchie et reprenne les choses en main, par une intervention militaire massive digne des USA en Irak. Chirac tient un discours musclé à l'égard de Gbagbo, uniquement parce que celui-ci a passé les bornes. N'oublions pas que les gouvernements français ont soutenu sans sourciller les pires des dictatures (Mobutu...) et ont été mouillés jusqu'au cou dans le génocide au Rwanda. Alors les paroles, on sait ce qu'elles valent !

Gbagbo est-il anti-impérialiste ?

Evidemment non. Anti-impérialiste, cela veut dire quoi ? Cela veut dire (pour autant que cela soit possible) se dégager de la domination des grandes puissances pour construire une société au service du peuple. Depuis qu'il est au pouvoir, Gbagbo n'a nullement rompu avec les grandes puissances et les monopoles qui pillent son pays. Il a seulement un peu augmenté la fiscalité (les impôts) pour tirer un peu plus profit, à son compte, de cette

domination. Il a été chercher les Chinois pour construire le troisième port d'Abidjan. Il a fait appel à la « grande nation démocratique » que sont les USA pour remplacer les Français. Tout récemment, il a fait appel aux entrepreneurs français rapatriés en catastrophe pour qu'ils reviennent... L'économie ivoirienne risque fort d'être en déroute !

Quant à l'intérêt du peuple, comme ses prédécesseurs à la présidence, Gbagbo s'en moque comme d'une guigne. Non, si Gbagbo attise dans le discours l'opposition à la France, c'est qu'il espère seulement en retirer une part du gâteau un peu plus importante à son profit... Et bien entendu, compte tenu de la place des intérêts français dans l'économie, il n'a pas de mal à être entendu !

Et alors, les USA là-dedans ?

La rivalité entre la France et les USA pour le contrôle des richesses du continent africain est une vieille affaire. Mais si les jeunes patriotes ont parfois arboré le drapeau américain pour brûler le français, si Gbagbo en a appelé à Bush contre Chirac, ce n'est peut être pas tout à fait un hasard. Un autre article développe un peu à ce propos...

Peut-on parler de fascisme ?

C'est le chanteur ivoirien Alpha Blondy qui a été un des premiers à parler de nazis noirs. De nombreux éléments laissent en effet penser que le FPI de Laurent Gbagbo (toujours membre de l'Internationale « Socialiste », il faut le rappeler !) s'est transformé en parti populiste et fascisant : une idéologie xénophobe et raciste, l'ivoirité, développée dans tous les domaines, l'encadrement militarisé et manipulé des populations, le contrôle hystérique des médias, les escadrons de la mort pour faire pression sur les opposants quand ils ne sont pas liquidés... cela pourrait fortement ressembler à un parti d'extrême droite. De nombreux militants ont été assassinés, des journalistes aussi, les journaux et radios d'opposition ont été ravagés et réduits au silence dans les heures précédant les manifestations, la télé officielle diffusait des messages ouvertement racistes « A chacun son blanc », il est trop facile de mettre tous ces « dérapages » sur le dos d'une poignée de voyous, ou sur les prisonniers évadés. Quand tout est orchestré, tout est organisé et minuté, il y a lieu de penser qu'il y a derrière un projet, une orientation, une ligne. Au vu des derniers événements, on peut dire que le FPI est sur une dérive fascisante.

Qu'est-ce que la rébellion ?

L'opposition politique officielle est représentée par le PDCI de Konan Bédié, et par le RDR de Ouattara. Franchement pas de quoi s'exciter. La rébellion militaire est menée par des milices et groupes armés liés à cette opposition, mais nullement unis, solidement appuyés sur une orientation claire. Ce sont souvent des chefs de bande qui s'opposent certes au gouvernement ivoirien, mais qui en ont aussi largement profité pour mettre à sac la moitié nord du pays. Début août 2004, on découvrait ainsi 3 charniers de 99 morts aux environs de Korhogo dans le nord du pays, apparemment des soldats et gendarmes loyalistes liquidés froidement.

Néanmoins, le programme de l'opposition peut se résumer dans les traits suivants :

- L'organisation d'élection générale sous la supervision de la CEDEAO, UA, UE, ONU.
- L'élaboration d'une nouvelle constitution
- La révision de la loi sur le foncier rural
- Le rejet systématique de l'ivoirité

Qui peut-on soutenir alors ?

La situation est extrêmement difficile, d'autant que tous les opposants, surtout les plus sincères, honnêtes et déterminés sont gravement menacés et que leur vie est en danger. Il existe une « plateforme des associations pour la paix en Côte d'Ivoire », dont nous ne connaissons pas grand chose, qui renvoie un peu tous les partis politiques dos à dos en réclamant le retour de la paix.

Il faut savoir que la plus grande partie des Ivoiriens rejette ces thèses et pratiques fascisantes, sans savoir pour autant, par peur surtout, comment s'y opposer.

Mais il existe aussi des partis politiques radicaux. La Côte d'Ivoire n'est pas un pays de sauvages, comme on

l'entend parfois, mais un pays où il y a des militants, des syndicalistes de classe, et même, tenez-vous bien, des révolutionnaires. En particulier, nous soutenons les camarades du Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire, qui a déjà payé un lourd tribut aux bandes armées du FPI : le secrétaire de son organisation de jeunesse Abib Dodo a été enlevé et retrouvé mort, un de ses responsables ouvrier et paysan Kouame Kouakou Richard a été laissé pour mort après avoir été enlevé puis jeté dans des broussailles, et ainsi de suite... C'est notre devoir de soutenir ces révolutionnaires, pris entre les bandes armées de Gbagbo et les grands bourgeois comme Ouattara : l'avenir de la Côte d'Ivoire est avec eux, nulle part ailleurs !



(Partisan N°175, mars 2003)

Côte d'Ivoire : la face cachée du conflit

"Accords de Marcoussis" aussitôt abandonnés à peine signés. Manifestations à Abidjan, drapeau américain en tête, alors que ce sont les soldats français qui ont sauvé le régime de Gbagbo. Escadrons de la mort avec déjà plusieurs centaines de victimes à leur tableau de chasse. On n'y comprend plus rien en Côte d'Ivoire. L'alliance de classe qui s'était établie derrière Houphouët Boigny a volé en éclat avec la crise du café et du cacao. Les politiciens se sont déchirés, autour de la démagogie nationaliste de l'ivoirité ("des nazis noirs", n'hésite pas à dire Alpha Blondy, le fameux chanteur de reggae). Le pays est dans le chaos, les secteurs populaires se terrent, les militants vivent dans la peur de l'exécution sommaire. Mais où va-t-on ?

L'affrontement Ouattara / Gbagbo

Depuis longtemps, Alassane Ouattara est considéré comme l'homme des Américains. Ancien vice-président du FMI, ancien premier ministre de Houphouët, il jouit d'un soutien populaire considérable, surtout mais pas seulement dans les populations musulmanes du Nord dont il est originaire.

Aussi, lorsque la rébellion éclate en septembre dernier à Abidjan, Bouaké et Korhogo dans le Nord, chacun y voit indirectement son œuvre et donc la main invisible des USA. Cela explique l'offensive rapide de l'armée française qui bloque l'avancée des rebelles, prend de vitesse les GI's pour récupérer les enfants d'une école américaine et sauve ainsi le régime de Gbagbo dont l'armée était incapable de résister aux rebelles du MPCI, mieux organisés et mieux armés. Craignant pour sa vie, Ouattara se réfugie à l'ambassade de France à Abidjan dont il est expulsé (vers l'étranger) en novembre suite à un voyage éclair et confidentiel de Dominique de Villepin.

Les choses semblent claires : Gbagbo = la France; Ouattara et les rebelles = les USA.

Aujourd'hui, les "jeunes patriotes" nazillons de Gbagbo défilent drapeau américain en tête, et les rebelles s'appuient sur les accords de Marcoussis imposés par la France... N'aurait-on rien compris ?

La face cachée du conflit

En fait, Français et Américains se moquent comme d'une guigne du peuple ivoirien et des factions en lutte. La seule chose qui les intéresse, c'est **le contrôle économique et politique du pays**. De même que Gbagbo ("socialiste" et "patriote"), Ouattara ("républicain" et "démocrate") et Konan Bédié (successeur de Houphouët et inventeur démagogue de l'ivoirité) n'ont qu'un objectif : garder le pouvoir, ou le conquérir. Et cela quel qu'en soit le coût, d'où l'assassinat de Guèi, et les escadrons de la mort de Gbagbo.

Mais quel peut-être l'intérêt d'un pays en plein marasme économique ?

En novembre dernier, après être revenu sur les affrontements entre les divers courants nous écrivions : *"Tout faux pas [de l'impérialisme français] pourrait lui être fatal et être exploité par l'impérialisme américain qui lui dispute sa chasse gardée. Il en était ainsi hier en Angola, au Congo Brazza, il en est ainsi aujourd'hui **en Côte d'Ivoire qui recèlerait d'énormes réserves d'hydrocarbures** dont voudraient s'emparer les compagnies pétrolières US".*

Voilà l'affaire.

Déjà la Côte d'ivoire recelait d'importantes réserves de gaz naturel, qui commencent tout juste à être exploités. Mais très récemment, deux énormes gisements de pétrole ("champ Foxtrot" tenu par Bouyghes et "champ Baobab" tenu par la compagnie Ranger Oil) viennent d'être découverts en mer, ainsi que d'autres vers la frontière avec le Ghana. Ces gisements (au minimum 200 millions de barils chacun) mettraient la Côte d'ivoire à égalité avec l'Angola, le Nigeria et le Gabon comme principaux pays producteurs de pétrole du continent. Et cela n'est sans doute que le début de nouvelles découvertes.

Il est évident que dans les années à venir, c'est une énorme manne financière qui va arriver, dont le contrôle va être essentiel pour les régimes africains comme pour les impérialistes.

Le projet des USA

Par ailleurs, le projet pétrolier à long terme des USA après le 11 septembre est **la diversification de ses sources d'approvisionnement**, actuellement en provenance aux 2/3 du Proche Orient. D'où une offensive mondiale, qu'il s'agisse de la Caspienne, du Venezuela, de l'Asie ou de l'Afrique, des gisements ou des pipe-lines.

Les Etats-Unis ont pour objectif explicite de faire passer la part du pétrole africain dans leurs approvisionnements de 15% à 25% d'ici 2020, d'autant qu'il s'agit le plus souvent d'exploitations offshore (en mer) donc mieux protégées contre les aléas politiques et militaires, et dans des pays qui ne font pas partie de l'OPEP !

Et pour mieux contrôler tout cela, ils mettent le paquet : rencontre de Bush en septembre dernier avec les dirigeants africains des pays pétroliers, visite de Colin Powell en Angola et au Nigeria, oléoduc Tchad/Cameroun où Exxon et Chevron vont investir près de 4 milliards de dollars, projet d'une base militaire navale US à Sao Tome et Principe, élargissement des troupes US au Ghana et au Nigeria, il est des cartes qui ne sauraient être plus parlantes. Rien d'étonnant à ce que l'administration US affirme que "le Golfe de Guinée doit être déclaré " zone d'intérêt vital " pour les Etats Unis" !

C'est dans ce contexte que se place le contrôle de la Côte d'ivoire, et des tentatives répétées d'y mettre les pieds.

Des alliances à géométrie variable...

Gbagbo est au pouvoir. Il connaît les richesses à venir, et il ne veut pas les partager. Pas question d'accord de réconciliation nationale tant qu'il y a un Ouattara, rival extrêmement dangereux et populaire. Mais il ne peut pas refuser ouvertement les accords de Marcoussis imposés par Chirac, car les soldats français assurent encore sa protection.

Il va donc saboter insidieusement la mise en œuvre des accords, en jouant la mobilisation des "jeunes patriotes" et en tentant la carte américaine : les contradictions entre les deux grandes puissances impérialistes, (la France et les USA salivent déjà à l'odeur du pétrole !), lui laissent une petite marge de manœuvre qu'il entend bien utiliser à son profit (il a déjà signé un accord pour la livraison de 60 000 barils par jour avec une compagnie US). Qu'importe le renversement d'alliances, seuls les profits comptent...

De ce fait, on voit nettement en réaction le rapprochement des prétendus "rebelles" et du gouvernement français ! La France impérialiste joue pour l'instant la carte de la "réconciliation" et de la stabilité, la Côte d'ivoire (troisième économie sub-saharienne) n'étant pas le Sierra Leone. Et les USA sont pour l'instant obligés d'être conciliants, compte tenu de la préparation de la guerre en Irak. Gageons que de nouveaux rebondissements sont à attendre.

Qui paie la note ?

Comme en Angola, au Congo Brazza ou ailleurs, c'est le peuple ivoirien qui va payer la facture du pétrole. Sa seule issue, c'est d'en finir avec les politiciens, d'en finir avec la domination des grandes puissances. Les ivoiriens ne manquent pas de dirigeants honnêtes, ils manquent surtout d'un parti vraiment antiimpérialiste, c'est cela l'enjeu du moment dans les difficultés actuelles !

A.Desaimés



(Mise à jour Juillet 2022 – article du journal La Croix du 2 septembre 2021)

Nous laissons en diffusion l'article de 2003 ci-dessus, alors qu'il n'a pas été confirmé par la suite des événements, puisque les gisements découverts ont finalement été attribués au Ghana. Néanmoins, la guerre pour le pétrole demeure, et la Côte d'Ivoire un terrain de chasse, comme le montre un article récent du journal La Croix (<https://www.la-croix.com/Economie/En-Cote-dIvoire-nouveaux-espoirs-petroliers-2021-09-02-1201173473>). D'autant que les conséquences de la guerre en Ukraine sont particulièrement sensibles.

En Côte d'Ivoire, de nouveaux espoirs pétroliers

La compagnie italienne Eni a annoncé mercredi 1er septembre avoir découvert un nouveau gisement au large des côtes ivoiriennes. Cela pourrait devenir le plus important du pays. Le pétrole représente environ 4 % du PIB du pays et 15 % des exportations.

Jean-Claude Bourbon,

Cela fait des années que les autorités l'attendaient. La Côte d'Ivoire a annoncé, mercredi 1^{er} septembre, une « *découverte majeure* » de pétrole et de gaz naturel associé, sur la base de forages exploratoires réalisés par l'Italien Eni.

Le puits se situe à environ 60 kilomètres de la côte, par environ 1 200 mètres de profondeur d'eau. Le gisement se trouverait à un peu plus de 3 400 mètres en dessous de la surface, indique de son côté la compagnie. Selon elle, « *le potentiel peut être estimé de manière préliminaire à environ 1,5 à 2 milliards de barils de pétrole brut et à environ 1 800 à 2 400 milliards de pieds cube de gaz associé* ». Mais d'autres forages seront nécessaires avant de décider de l'intérêt d'une mise en production, qui n'interviendra pas avant trois ou quatre ans au mieux.

Pas de rente pétrolière

Si cette prévision se vérifiait, les réserves pétrolières de la Côte d'Ivoire, estimées jusqu'à présent à une centaine de millions de barils, feraient un bond important. « *C'est la plus grosse découverte jamais faite dans le pays, qui ne compte pour l'instant que des petits gisements* », souligne un expert du secteur.

L'importance de nouveau gisement ne devrait pas néanmoins bouleverser l'économie ivoirienne. Le pétrole représente environ 4 % du PIB du pays et 15 % des exportations. La production de gaz sert uniquement, quant à elle, aux besoins du pays, en couvrant environ 70 % de la production d'électricité.

Un petit acteur

La Côte d'Ivoire s'est lancée dans l'exploration pétrolière au début des années 1990, mais reste pour l'heure un acteur très modeste avec une production qui s'établissait l'an dernier à un peu moins de 30 000 barils par jour (bpj). Loin, en tout cas, des objectifs du plan 2011-2020 établi par le gouvernement, qui tablait sur une montée en puissance progressive, pour atteindre une production journalière de 200 000 barils.

Il y a quelques années, d'importantes réserves avaient été localisées, mais en 2017, le Tribunal maritime international du droit de la mer (TIDM) a octroyé cette zone au Ghana. La découverte effectuée par Eni pourrait changer la donne.

Attirer les compagnies

La Côte d'Ivoire compte actuellement 51 champs pétroliers identifiés, mais seulement quatre sont en production. Il y a 26 champs en exploration et 21 qui sont encore libres ou en négociation.

En 2015, un nouveau code pétrolier avait été mis en place afin d'attirer de nouveaux investisseurs, en proposant notamment des contrats de partage de production. Outre Eni, plusieurs compagnies sont ainsi aujourd'hui présentes, comme Total qui a des participations dans trois permis d'exploration et le britannique Tullow Oil. Mais les majors se montrent de plus en plus sélectives sur leurs investissements, qui atteignent aujourd'hui des niveaux historiquement faibles.